

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

EDITORIAL

Comme d'habitude, la veille de l'été est un moment privilégié pour la bourgeoisie pour concocter de nouvelles attaques et s'apprêter à les faire passer dans le dos des ouvriers. Et, cette année, elle s'en est privée d'autant moins que la tâche lui a été facilitée par le grand déballage médiatique autour de la coupe du Monde de football qui ne pouvait pas mieux tomber pour faire écran à ses basses besognes. Moment idéal donc pour lâcher le morceau des 4000 nouvelles suppressions d'emplois à GIAT Industries qui viendront s'ajouter aux 6000 prolétaires de ce secteur déjà jetés sur le pavé depuis trois ans, tandis qu'on a imposé à ceux qui restaient des nouveaux horaires et des baisses de salaires destinées à "sauvegarder l'emploi" ! Evidemment, le sort qui sera réservé aux ouvriers concernés : licenciements, "reconversions" ou mises en retraite forcée, ne sera connu qu'en juillet (et de préférence, quelque part entre finales et demi-finales de la grand-messe footballistique).

C'est aussi en juillet que le gouvernement Jospin va peaufiner son projet de budget 1999. Il paraît que celui-là sera le premier "vraiment de gauche" (le précédent, nous dit-on, portait "encore trop" la marque de Juppé). Les prolétaires vont pouvoir en juger ! D'entrée de jeu, le gouverneur de la Banque de France, JC Trichet, a donné le ton : "les dépenses sociales sont plus élevées en France qu'ailleurs", "il faut une rigueur accrue". Quoique prétendent les ministres de la "gauche plurielle", le message a été parfaitement entendu et ce sont de nouveaux serrages de vis qui se préparent dans tous les domaines. Ainsi, malgré les "engagements" d'Allègre ce printemps, on sait déjà qu'il n'est pas question de créer le moindre poste supplémentaire dans l'Education Nationale. Ce sont donc des conditions de travail encore plus dégradées qui attendent les enseignants tandis que l'ensemble des prolétaires vont voir encore s'aggraver inexorablement les moyens "d'éducation" (si on peut encore parler ainsi) "offerts" à leurs enfants. Idem dans le domaine du logement où de nouvelles restrictions sont prévues dans les aides gouvernementales.

Quant à la santé, c'est de la même eau. Comme par hasard on a droit à une énième campagne sur le "trou de la Sécu" et M. Aubry prépare, aussi pour cet été, de nouvelles mesures visant à limiter les dépenses de santé des salariés, autrement dit à dégrader encore les conditions de soins. Tout cela va de paire avec la mise en oeuvre de la "réforme hospitalière" lancée par Juppé et mise en place par Jospin, qui est déjà en train de se concrétiser par des suppressions de postes et des fermetures en série de structures hospitalières entières. Pour finir, les experts budgétaires du gouvernement

(SUITE PAGE 2)

FAILLITE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE Une seule réponse, la lutte de classe

Les médias pavoisent. Nous serions en train de connaître une embellie de l'économie. Les taux de croissance récemment enregistrés et l'euphorie d'un certain nombre de places financières en seraient le signe incontestable. Que cette comptabilité de la classe exploiteuse ne prenne pas en compte l'aggravation de la misère sous toutes ses formes à l'échelle de la planète et l'accélération des attaques anti-ouvrières au cœur même du capitalisme n'est pas pour nous étonner. Par contre, c'est pour le moins paradoxal de parler de bonne santé de l'économie quand la situation d'un certain nombre de régions (Asie) ou de pays (Russie, Japon) inspire, à juste titre, les pires craintes aux mêmes experts économiques.

Il y a tout juste un an, la chute de la monnaie thaïlandaise marquait le début de la crise financière et boursière en Asie du sud-est. Aujourd'hui, ce sous-continent est à nouveau en pleine tourmente : les bourses et monnaies chutent fortement et la récession s'installe, non seulement chez les anciens "dragons" tant vantés dans le passé comme "modèles de croissance", mais aussi au Japon, la seconde économie mondiale. Ces très fortes "turbulences" ne sont pas, comme le disent les médias bourgeois, "la seconde crise asiatique", mais bien un nouvel épisode de la même crise : celle du mode de production capitaliste dans son ensemble. Car la crise financière et boursière n'est pas la cause mais bien la conséquence de la

crise historique du capitalisme en décadence qui se heurte à la contradiction insoluble qu'est la saturation des marchés ; la crise de ce système en faillite qui croule sous la surproduction par rapport aux marchés solvables en même temps qu'il ne fait que semer mort et misère pour les populations et en premier lieu pour la classe ouvrière.

Si en mars-avril la bourgeoisie pouvait jouer les triomphantes et nous bercer de discours lénifiants du style "la crise asiatique sera moins forte que prévue", c'est qu'elle avait dans un premier temps réussi, au prix d'importants efforts, à circonscrire les secousses aux pays de l'Asie du Sud-est (avec cependant parmi eux des puissances économiques non négligeables comme

la Corée, onzième puissance mondiale) et en permettant que le Japon soit le plus épargné possible. Comment ? Grâce à une politique concertée des grandes puissances et surtout en "mettant la main à la poche", via des prêts du FMI, les plus importants jamais consentis. Le tout agrémenté, bien sûr, car c'est toujours le prolétariat qui fait les frais de la crise, d'attaques énormes sur les conditions de vie et de travail des ouvriers (le chômage a été multiplié par 2,5 en trois mois en Corée). (1) Aujourd'hui, il est clair que ces mesures ne sont pas suffisantes pour enrayer la spirale de la crise asiatique. Les bourses sont à nouveau en chute libre (Hong-Kong a perdu à la mi-juin 8% en

(SUITE PAGE 4)

ESSAIS NUCLEAIRES

Il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité

Refusant de se plier aux injonctions de la «communauté internationale», et des Etats-Unis en particulier, l'Inde et le Pakistan ont accédé dernièrement au rang des puissances disposant de l'arme atomique de façon opérationnelle. Les principales puissances nucléaires, le «club des 5», se sont empressées de «dénoncer» le danger de prolifération nucléaire que signifiaient de tels événements et les risques de déclenchement du feu nucléaire dans des «mains irresponsables». Ces risques sont réels, il n'en faut pas douter. Mais les bourgeoisies occidentales sont impuissantes à endiguer cette tendance inhérente au système capitaliste décadent. Et elles le sont d'autant moins qu'elles en sont les premières responsables par l'exportation de leur technologie vers des pays du tiers-monde.

Une nouvelle illustration de la faillite du capitalisme décadent

L'irruption de ce nouveau danger d'aggravation de la barbarie et du chaos n'est pas un fait isolé. Il est le produit

direct de la crise historique du capitalisme et le maillon d'une chaîne ininterrompue de guerres et de destructions massives allant crescendo. Il est à relier au déchaînement de la première guerre mondiale il y a plus de 80 ans, avec ses vingt millions de morts, déchaînement qui marque l'ouverture de la période de décadence capitaliste. L'arme chimique y avait été largement et allègrement utilisée contre la chair à canon de tous les camps en présence, par ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, se récrient hypocritement devant son utilisation. La propagande de l'époque annonçait avec certitude que le pouvoir de destruction de cette arme était telle que personne n'oserait s'en servir ! Comme la bourgeoisie jurait que cette guerre était la «der des der», alors qu'elle allait vers la deuxième, avec ses cinquante millions de morts, l'emploi d'armes aux capacités dévastatrices décuplées et les deux bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki.

Durant toute la période qui a suivi et jusqu'à l'effondrement du bloc de l'Est, les deux blocs qui se faisaient face ont accumulé un arsenal nucléaire capable

de faire sauter plusieurs dizaines de fois la planète et des tonnes de substances à haut risque en vue de la guerre chimique et bactériologique. Pendant plus de quarante ans, l'Asie et l'Afrique ont été le terrain privilégié de leur affrontement et de l'exacerbation des tensions entre eux, mais sans jamais

aboutir à un troisième conflit mondial. Les idéologues de la bourgeoisie expliquent une telle situation par la «théorie» de la «dissuasion nucléaire» et de «l'équilibre de la terreur», sous-entendant que l'arme nucléaire, dans des mains «responsables», est un gage de

(SUITE PAGE 4)

Sommaire

FRANCE

Célébration de l'abolition de l'esclavage : un discours bourgeois hypocrite pour masquer la réalité de l'esclavage salarié p.2
Violence des hooligans : encore un prétexte pour renforcer l'Etat policier p.2
Grève des pilotes d'Air France : ne nous laissons pas diviser par les manœuvres de la bourgeoisie p.3
Fête de Lutte Ouvrière : un tournant radical pour mieux encadrer la lutte de classe p.3

SITUATION INTERNATIONALE

Irlande du Nord : le mythe de la paix à l'ombre des rivalités impérialistes p.4
Grève massive au Danemark : l'Etat et ses syndicats sabotent la montée de la combativité ouvrière p.5

IL Y A 30 ANS MAI 68

La reprise historique des combats du prolétariat mondial p.6

HISTOIRE DU PCF

1947-1956 : le PCF, un parti stalinien modèle p.8

CELEBRATION DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Un discours bourgeois hypocrite destiné à masquer la réalité de l'esclavage salarié

Les multiples cérémonies, ponctuées de déclarations lénifiantes, qui se sont déroulées en France à l'occasion du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage donnent la mesure de l'hypocrisie abjecte dont est capable la classe dominante. Les larmes misérabilistes sur le sort des esclaves n'ont eu d'égal que l'indécente autocongratulation avec laquelle les bourgeois, surtout de gauche, s'enorgueillissent d'avoir mis fin à "l'offense à la dignité humaine" que constituait l'esclavage.

A cette grandiloquence commémorative censée prouver que, grâce aux principes moraux de la République française, nous jouissons depuis 150 ans d'une dignité humaine intacte, il faut ajouter toutes les campagnes qui, en parallèle, se sont indignées sur le thème de l'"esclavage moderne". Sous ce vocable saisissant, les idéologues aux ordres évoquent pêle-mêle le travail des enfants qui se développe de plus en plus, non seulement dans le Tiers-monde, mais dans les pays centraux eux-mêmes ou le destin misérable des employés de maison de diplomates orientaux sans scrupules, et invitent les prolétaires d'ici à considérer que leur sort est enviable à côté de celui réservé à d'autres encore aujourd'hui "réduits au rang d'esclaves".

La réalité historique et sociale est là pour montrer le caractère parfaitement fallacieux des propos tenus par la bour-

geoisie. L'esclavage n'est en aucune façon une question de vertu bafouée, relient d'une supposée nature humaine foncièrement mauvaise, ou son abolition un progrès "moral" en soi de la civilisation moderne qui aurait enfin intronisé la "liberté du travailleur". Pour le marxisme, l'esclavage a répondu à une nécessité, cruelle et douloureuse pour des millions d'êtres humains, mais liée à un certain développement des forces productives de la société. Sous sa forme coloniale, il fait partie de la genèse même de l'accumulation capitaliste et du développement de la bourgeoisie elle-même, avant que son abolition au profit de la généralisation de l'exploitation salariée ne s'impose à son tour comme une nécessité pour le développement de la production capitaliste.

L'esclavagisme antique, première forme de la société d'exploitation

L'apparition de l'esclavage à l'aube du monde antique a correspondu à l'accroissement de la production. Engels décrit parfaitement le processus : "L'accroissement de la production dans toutes les branches - élevage du bétail, agriculture, artisanat domestique - donna à la force humaine la capacité de produire plus qu'il ne lui fallait pour sa subsistance. Elle accrut en même temps la somme quotidienne de travail qui incombait à chaque membre de la communauté domestique ou de la famille conjugale. Il devint souhaitable de recourir à de nouvelles forces de travail. La guerre les fournit : les prisonniers de guerre furent transformés en esclaves. En accroissant la productivité du travail, donc la richesse, et en élargissant le champ de la production, la première grande division sociale du travail, dans les conditions historiques données, entraîna nécessairement l'esclavage. De la première grande division sociale du travail naquit la première grande division de la société en deux classes : maîtres et esclaves, exploités et exploités" ("L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat", p.169 - Editions Sociales). Ainsi l'esclavage fut la première forme de l'exploitation.

Le progrès continu de la production, le surgissement de nouvelles forces productives, amena la transformation de l'ordre social. Le mode dominant de production esclavagiste fut supplanté par le mode de production féodal. Ce n'est qu'à partir du XVIe siècle que l'ère capitaliste prit son envol. Pour répondre à son développement, il a fallu le dépassement de la production bornée féodale et l'avènement du prolétaire n'ayant rien à vendre sinon sa force de travail.

L'esclavage colonial, un instrument de l'accumulation primitive du capital...

"La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore." ("Le Capital", chap. XXXI.)

Porteur d'un nouveau système d'exploitation, le capitalisme naissant va pourtant trouver dans le déploiement en grand de l'esclavagisme dans certaines contrées, les moyens même de son développement primitif. Alors que l'esclavage a depuis bien longtemps disparu d'Europe, c'est au moment où, sur le vieux continent européen, la nouvelle société bourgeoise émerge du féodalisme et expulse les paysans de leurs terres pour les transformer en prolétaires, que l'exploitation systématique et massive des esclaves connaît, au-delà des mers, son plus grand essor historique, en lien direct avec l'intense déploiement du commerce colonial, notamment avec les territoires du "Nouveau Monde".

"Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés mercantiles, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges et servant de puissants leviers à la concentration de capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient vers la mère patrie pour y fonctionner comme capital." (ibid)

Contrairement à l'esclavage antique dans lequel le travail des esclaves visait essentiellement à la production directe de valeurs d'usage pour les maîtres d'esclaves, l'esclavage colonial qui se répand à partir du XVIIe siècle est donc mis directement au service de la production marchande et du pillage des richesses naturelles du nouveau monde afin d'alimenter la concentration de ca-

pitaux dans les métropoles. Ce faisant, il accélère les conditions même du développement du capital industriel dans ces dernières. Ce sont les pays les plus en pointe du développement capitaliste, notamment l'Angleterre, qui se feront les champions et les héros de l'esclavagisme. Liverpool va ainsi devenir la place forte florissante du commerce d'esclaves noirs d'Afrique vers l'Amérique. Plus de 12 millions d'Africains seront ainsi déportés de force vers le nouveau continent pour nourrir la soif d'accumulation du capitalisme métropolitain. Et l'esclavage perdurera jusqu'à la première décennie de la deuxième moitié du XIXe siècle, alors même que la Russie arriérée et tsariste s'affranchissait du servage.

... avant de devenir un obstacle insupportable au développement capitaliste

Dès la fin du XVIIIe siècle, la bourgeoisie industrielle révolutionnaire commence à remettre en cause l'esclavage et à inscrire sur son drapeau le principe de son abolition. Mot d'ordre de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, l'abolition sera également un des premiers décrets de la Révolution Française de 1789. Cette exigence ne répondait pas plus à des préoccupations morales que celle de la "Liberté" et des "Droits de l'Homme", dont la bourgeoisie révolutionnaire avait fait son cri de ralliement à l'époque (et dans laquelle se drape la bourgeoisie décadente d'aujourd'hui). Il s'agissait simplement de balayer tous les obstacles à l'expansion géographique des rapports capitalistes et à la généralisation du travail salarié, source de la plus-value capitaliste. Le développement du capital industriel, après avoir été nourri par les régimes coloniaux, commence à s'opposer aux intérêts des propriétaires

fonciers des plantations coloniales et des secteurs mercantiles de la bourgeoisie qui résisteront longtemps aux abolitionnistes (1). Le maintien du système esclavagiste dans des secteurs tournés vers l'exportation comme le coton en Amérique et le coût de l'entretien des armées d'esclaves, allié à la demande d'un réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie, devenait un obstacle insupportable. Le développement faramineux de la production industrielle, des innovations techniques, l'élargissement de la demande mondiale, le développement de la concurrence, la nécessité d'introduire les méthodes et les normes de production capitalistes dans l'agriculture, tous ces éléments poussaient au remplacement des esclaves par des salariés agricoles. C'est sur cette base que le courant en faveur de l'abolition prit son ampleur et amorça le déclin accéléré de l'esclavage. Les révolutions européennes de 1848, puis la Guerre de Sécession aux Etats-Unis marqueront un coup d'arrêt à ce système d'exploitation devenu obsolète. Ce n'est donc nullement pour des raisons humanitaires, comme le présente la bourgeoisie, que l'abolition de l'esclavage intervint dans la plupart des pays à cette époque.

Quant au mouvement ouvrier de l'époque, avec Marx et Engels, il apportera tout son soutien au mouvement abolitionniste et notamment au Nord industriel contre le Sud esclavagiste en Amérique. Mais, contrairement aux discours bourgeois progressistes qui le présentait comme celui de l'émancipation finale, le marxisme savait que la fin de l'esclavage ne mettait nullement fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, au contraire, mais qu'en accélérant le développement du prolétariat indus-

(SUITE PAGE 4)

SUITE DE L'EDITORIAL

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

tirent la sonnette d'alarme : la part des salaires des fonctionnaires dans les dépenses de l'Etat est trop importante et serait responsable de la difficulté à boucler le budget. C'est clair, ces gens-là se préparent activement à tailler dans le lard de ce que Madelin avait en son temps appelé "la mauvaise graisse".

L'autre "mesure de l'été" du gouvernement, c'est le fameux "coup de pouce" annuel au SMIC. Les 2% "lâchés" par Jospin nous sont, comme d'habitude, présentés comme une "mesure sociale". En vérité, le message qui l'accompagne est beaucoup plus explicite : si le SMIC augmente si peu, c'est pour "donner l'exemple", c'est-à-dire donner le ton de la modération salariale à l'ensemble de la bourgeoisie, dans le secteur public comme dans le privé, et cela, au nom évidemment de la mise en place des 35 heures ! Sur ce plan-là aussi, la "grande mesure sociale" de Jospin-Aubry avance à grand pas et les négociations patronat-syndicat qui ont commencé en juin donnent le ton : remise en cause des conventions collectives, blocage des salaires, flexibilisation des horaires...

Les prolétaires n'ont aucune illusion à se faire. Quelles que soient les équipes de la bourgeoisie en charge du gouvernement, tant que se maintiendra en vie le capitalisme en faillite, il n'aura à leur offrir que toujours plus de misère.

PE (27 juin)

VIOLENCE DES HOOLIGANS

Encore un prétexte pour renforcer l'Etat policier

Avec l'ouverture de la coupe du monde de football, le ballon rond n'a pas été la seule vedette. Il a dès ses débuts été "marqué à la culotte" dans les médias par les fameux "hooligans" anglais et allemands qui ont tenu une part de l'actualité particulièrement impressionnante. Le tout fortement assaisonné d'idéologie antifasciste. On a ainsi pu suivre au jour le jour leur itinéraire conjointement avec celui de certaines équipes de football et de la gendarmerie. Pourquoi donc une telle publicité faite à quelques bandes d'individus identifiés par les forces de police qui savent à qui elles ont à faire ? Et pourquoi les a-t-on soigneusement laissés se rassembler, que ce soit à Marseille, Lens, Toulouse, etc ? Il est par exemple de notoriété publique que la police a laissé la tension monter entre les "supporters" britanniques et tounisens à Marseille et qu'elle a encore fermé les yeux sur l'arrivée des "hooligans" allemands en gare de Lens quelques jours plus tard. C'est qu'il fallait faire "monter la sauce" !

L'objectif de cette politique sciemment organisée pour "frapper" l'opi-

nion publique" a été d'abord de justifier, dans la logique de la réactivation du plan Vigipirate, un renforcement à venir de la police en France. L'attaque sauvage d'un gendarme à Lens a ainsi permis de monter en épingle tout un battage sur l'insuffisance des services de police, alors que la France est déjà reconnue comme étant le pays européen comprenant le plus de flics par habitant. Et on a pu voir la police effectuer un véritable test "grandeur nature" et exercer ses talents "in vivo", devant des caméras avides ; tout cela avec l'avantage insigne de ne pas risquer de heurter une population qu'elle venait "sauver" de ces hordes de hooligans.

Mais on a aussi vu se mettre en place une offensive politico-policrière au niveau européen. Tout un battage, avec interviews de "responsables" policiers européens en tous genres à l'appui, a été organisé pour dire : il faut plus de flics en Europe et une meilleure collaboration entre eux. Cela signifie clairement la mise en oeuvre d'un réseau plus important que jamais entre les différentes polices européennes. Ce resserre-

ment futur des mailles du filet répressif et coercitif européen déjà existant et issu des accords de Schengen ne concerne pas ces excités qui cassent du flic pour se défouler ou les débordements de supporters exaltés. Ceux-là, la bourgeoisie les manipule à son gré. Ils lui ont d'ailleurs servi à effectuer une démonstration de force le moment venu, après les avoir bien laissé faire leur "show", afin de mieux mettre en avant la détermination de l'Etat bourgeois.

Ce à quoi la bourgeoisie se prépare, c'est à réprimer ceux qui menacent réellement son ordre : les prolétaires en lutte. Elle cherche à opérer un quadrillage maximum de la population, française et immigrée, et à s'opposer autant que possible, par la mise en place d'un contrôle renforcé des ouvriers combattifs et des militants révolutionnaires, à toute expression de la lutte de classe et à la perspective de son extension au-delà des frontières.

KW (26 juin)

GRÈVE DES PILOTES D'AIR-FRANCE

Ne nous laissons pas diviser par les manoeuvres de la bourgeoisie

Une fois encore, la bourgeoisie vient d'utiliser un conflit social pour mettre en oeuvre sa politique d'austérité et peaufiner une manoeuvre extrêmement sophistiquée contre l'ensemble de la classe ouvrière. En annonçant, à la veille de la coupe du monde de football, une baisse de 15% des salaires des pilotes d'Air-France, l'Etat et le patronat savaient pertinemment qu'ils allaient déclencher une grève "dure" des personnels navigants de la compagnie. En provoquant délibérément ce conflit la bourgeoisie visait plusieurs objectifs. Ainsi, la polarisation des médias sur le

salaire des pilotes de ligne dont les fiches de paie étaient présentées en gros plan sur tous les écrans de télé, était destiné à faire passer le message suivant : cette grève est une grève de "riches". Quand on gagne plus de 30 000 francs par mois dans un pays qui compte plus de 3 millions de chômeurs, il est indécent de revendiquer le maintien d'un tel niveau de vie. A travers l'hypermédiation de cette grève, la bourgeoisie a utilisé une stratégie classique visant à dénaturer la lutte de classe et surtout à monter les salariés les uns contre les autres. Ainsi, la lutte

de classe était-elle présentée comme un conflit entre les "nantis" et les plus défavorisés, entre les hauts salaires et les bas salaires. Cette campagne ignoble vise à empoisonner la conscience des prolétaires, à briser leur unité de classe et à dévoyer leur colère sur un terrain pourri. C'est ainsi qu'on a pu voir les syndicats apporter leur contribution à cette manoeuvre de division des prolétaires. Au sein de l'entreprise elle-même, la CFDT et FO ont ouvertement participé à monter les autres catégories de personnels contre les pilotes en faisant valoir que ces dernières, elles, ont

accepté des sacrifices, notamment le gel des salaires en 1992 et 1993, pour sauver des emplois ! Il s'agissait pour les syndicats, comme pour l'ensemble de la bourgeoisie, non seulement de présenter cette grève comme une lutte de "nantis", d'"égoïstes" qui, en mettant en danger les profits d'Air-France, seront responsables des attaques à venir sur l'ensemble des salariés de la compagnie, mais encore d'enchaîner les ouvriers à la défense des intérêts de "leur" entreprise.

Mais cette manoeuvre de la bourgeoisie vise un objectif bien plus large que

la simple division entre les salariés d'Air-France. C'est une attaque de grande envergure contre l'ensemble de la classe ouvrière que l'Etat, le patronat et les syndicats viennent de déployer.

Car le message principal qu'il s'agit de faire passer s'adresse en réalité à tous les secteurs ouvriers et notamment ceux qui, comme les "nantis" de la Fonction publique, ont encore la chance et la "garantie" d'avoir un emploi. A l'heure où la restructuration des hôpitaux annonce les licenciements à venir et où la nécessité de "dégraisser le mamouth" de l'Education nationale (selon les propres termes d'Allègre) prépare les suppressions de postes et autres restrictions budgétaires, la campagne médiatique sur les "nantis" d'Air-France prend aujourd'hui tout son sens. Face à l'aggravation de la crise économique mondiale, la bourgeoisie française n'a pas d'autre choix que d'accélérer ses attaques non seulement contre le secteur privé, mais également contre la Fonction publique. C'est pour cela que l'Etat et le patronat ont déclenché le conflit des pilotes et qu'ils ont tout mis en oeuvre pour rendre cette grève "impopulaire", depuis l'affichage publique de leur feuille de paie jusqu'au suspense entretenu avec l'échéance de la coupe du monde de football "prise en otage" par les grévistes.

Face à la nécessité d'attaquer massivement les conditions de vie des prolétaires, alors que le mécontentement commence à s'exprimer un peu partout (comme en témoignent les grèves et manifestations qui se sont succédées au cours des mois de mai et juin à la RATP, à la SNCF, à EDF-GDF, dans les grands magasins, dans les hôpitaux, chez les chômeurs, etc.) la classe dominante s'est servie de la grève des pilotes pour miner à l'avance le terrain de la riposte ouvrière. C'est dans la perspective des combats de classe à venir qu'elle cherche aujourd'hui à diviser la classe ouvrière, à émietter ses luttes, à les opposer les unes aux autres pour empêcher un mouvement uni et solidaire de toute la classe ouvrière.

La lutte de classe n'est pas un problème de "riches" et de "pauvres". Elle est l'expression d'un antagonisme entre deux classes sociales aux intérêts irréconciliables : la bourgeoisie qui, possédant les moyens de production, exploite le travail des salariés et la classe ouvrière qui, elle, ne possède rien d'autre que sa force de travail. Que ces exploités soient en activité ou au chômage, ils sont tous victimes de la même logique du capital en crise : celle qui consiste d'un côté à exiger toujours plus de sacrifices, à pressurer ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi, et de l'autre à imposer la misère totale à ceux que le capitalisme a exclus de la production.

Face à cette nouvelle manoeuvre de la bourgeoisie, la classe ouvrière ne doit pas se laisser diviser. Elle doit partout et dans toutes ses luttes de résistance aux attaques capitalistes, défendre son unité et sa solidarité de classe, par-delà les secteurs, les catégories, les entreprises. Si les ouvriers se laissent entraîner sur le terrain de la bourgeoisie, ils ne peuvent que lui laisser les mains libres pour déchaîner des nouvelles attaques contre toutes leurs conditions de vie, contre tous les secteurs.

Marine

FETE DE "LUTTE OUVRIERE"

Un tournant "radical" pour mieux encadrer la lutte de classe

C'est sous le signe du "vote ouvrier" qu'il y a un an LO avait placé sa fête annuelle printanière, peu avant le scrutin législatif de juin 1997. Toute différente fut la tonalité du cru 98 de la fête de Pentecôte. N'ayant pas cette fois à préparer une nouvelle consultation électorale, LO avait les coudées beaucoup plus franches pour se présenter comme une organisation dont la politique n'est pas déterminée par des échéances électorales mais par la "défense intransigeante" des intérêts de la classe ouvrière.

LO mystifie la classe ouvrière

LO n'entendait pas focaliser sur la question des élections, l'important étant, selon ses propres termes, le terrain de la lutte. Tous les forums où il fut question des attaques contre la classe ouvrière constituèrent l'occasion pour LO de faire passer son mot d'ordre "faire payer les riches" et de présenter les profits "énormes" réalisés par les patrons comme la cause de la misère ouvrière. Face à un tel tour de passe-passe, qui consiste à cacher derrière la cupidité des patrons la réalité de la crise mondiale du capitalisme qui plonge l'humanité dans la misère et la barbarie, l'intervention du CCI a mis en évidence en quoi LO désarmait ainsi la classe ouvrière. Pour éviter qu'à l'initiative du CCI, la discussion ne s'engage sur ce terrain, la technique de LO, maintes fois éprouvée dans l'histoire du mouvement ouvrier contre les révolutionnaires, fut de faire appel à sa claquette aux ordres pour tenter de discréditer l'intervenant, avec à son adresse des vociférations du genre "professeur de marxisme", "dans quelle boîte tu travailles", "as-tu déjà dirigé une grève ?".

Dans le même ordre d'idées, LO avait soigneusement évité, pour ses forums politiques, tout thème où la confrontation politique était de nature à susciter la réflexion de son public et de ses sympathisants. C'est ainsi que, malgré les colonnes et les heures d'antenne que leur ont consacré les médias - pour tenter d'en déformer les enseignements - les anniversaires de Mai 68 et de la publication du Manifeste communiste de 1848 furent superbement ignorés des forums de la fête de LO.

Par contre, soucieuse d'entretenir des apparences en montrant qu'elle puise ses racines dans le mouvement ouvrier

(le trotskisme des années 30), LO avait organisé un forum pour célébrer le 60e anniversaire du Programme de transition de Trotski. L'intervention d'un anarcho-syndicaliste pour qui il fallait "tous se rassembler", lui donna l'occasion d'affirmer qu'elle avait des principes clairs en matière de regroupement politique. Le problème, c'est qu'en 1969, comme le rappela une brève intervention du CCI, LO proposait la création d'un grand parti allant des maoïstes aux anarchistes. Face à l'évocation des "principes" d'hier, clairement différents de ceux de l'heure, l'orateur de LO, visiblement embarrassé, rétorqua que "les circonstances n'étaient pas les mêmes". Nous touchons là le fond de la stratégie de LO : adapter ses "principes" aux circonstances. Tant que la classe ouvrière est perméable à la tromperie que constituent les principes en question, alors ils sont valables. Il en va ainsi en particulier de celui qui sous-tend l'appel lancé par LO à voter Mitterrand en 1974 et 1981, et dont beaucoup de militants de cette organisation ignorent eux-mêmes aujourd'hui la réalité.

Comblant le vide laissé à gauche par le PC

Depuis que le courant trotskiste est passé dans le camp bourgeois, suite à son abandon de l'internationalisme prolétarien lors de la Seconde guerre mondiale, les organisations qui s'en revendiquent ont assumé une fonction contre-révolutionnaire, ayant notamment en charge de saboter les expressions les plus radicales du développement de la conscience et de la lutte de classe.

Aujourd'hui, LO est appelée à jouer un rôle plus central dans le dévoiement de la lutte de classe, et elle entend bien l'assumer en occupant, à gauche, le vide laissé par un PCF qui est devenu l'ombre du PS. Comme le montre l'expérience de la lutte de classe depuis 1968, le PCF assumait, à gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie, un rôle stratégique pour la défense de l'ordre existant face au développement de la conscience et des luttes de la classe ouvrière.

C'est la promotion médiatique, dont elle a nettement bénéficié depuis les présidentielles de 95, qui a permis à LO d'accroître de façon significative son

influence électorale. Cela montre qu'effectivement la préoccupation de donner plus d'importance politique à cette organisation existait déjà dans la bourgeoisie, confrontée au déclin du PCF, avant même la nouvelle participation de ce dernier au gouvernement. Et si aujourd'hui LO se trouve être la cible d'une campagne de calomnies des médias - du journal Libération en particulier - cela ne signifie pas que la bourgeoisie aurait changé de tactique, tout au contraire. A la "fête", les discours traditionnels d'Arlette Laguiller "riposèrent" aux critiques des médias avec le type d'argumentation suivant : "La preuve que nous constituons une gêne pour la bourgeoisie, elle éprouve le besoin de déchaîner ses médias contre nous ; nous sommes fiers d'être ainsi la cible de ses attaques." C'est très habile pour renforcer la confiance dans LO chez ceux qui, à différents niveaux, ont déjà des sympathies pour elle. Mais plus généralement, le plus important pour LO c'est qu'on parle d'elle, même en mal, sachant qu'elle a les moyens d'être entendue pour se défendre. En ce sens, loin de nuire à l'organisation trotskiste, cette campagne de presse s'inscrit au contraire dans la même logique que celles qui, en faisant sa promotion, avaient permis son décollage électoral. Mise en situation de pouvoir accroître son importance politique, LO entendait bien être à la hauteur de sa mission. Sa "fête" illustre sa tactique et ses efforts en ce sens.

Ses charges virulentes contre le PCF et la politique bourgeoise qu'il assume ouvertement au gouvernement constituent une nouveauté qui contraste avec les faveurs que LO lui avait réservées jusqu'à présent (1). Néanmoins, il existe des limites à la "dénonciation" que peut faire LO du parti stalinien et que notre intervention a mises en évidence. Dire ouvertement que le parti des Thorez, Duclos, Marchais et Hue est bourgeois constituerait une indication de la nature également bourgeoise de LO, à cause de la défense politique qu'elle a pu faire jusqu'alors du parti stalinien face à des critiques de ce type. C'est pourquoi LO préfère évacuer le problème en invoquant "les milliers d'ouvriers qui pensent encore que le PCF est un parti ouvrier". De même, dans l'un de ses forums consacré à l'Europe et à la monnaie unique, LO, mal-

gré sa dénonciation "radicale" du nationalisme et du chauvinisme du PCF, s'est refusé à répondre à la question posée par l'intervention du CCI : le PCF est-il, oui ou non, un parti bourgeois ?

Les débats centraux de la fête, organisés avec la participation de la LCR, la soeur ennemie trotskiste de LO, et la "Gauche communiste" du PCF (2), fraction de "gauche" du parti stalinien, furent aussi conçus au service des nouvelles prétentions de LO. A la première, il fut en particulier reproché sa compromission, bien réelle, avec la gauche au gouvernement. Par contre, la bienveillance à l'égard de la seconde, dont le leader Karmann est pourtant l'adjoint au maire d'Aubervilliers, est bien évidemment à comprendre comme faisant partie d'une entreprise de séduction envers ceux des militants du PCF qui ont actuellement des états d'âme vis-à-vis de leur direction.

Par ailleurs, ainsi que nous avons pu le constater, LO prend à présent un soin particulier pour conditionner ses sympathisants afin de limiter au maximum les contacts qu'ils pourraient avoir avec des militants du CCI. A cette fin, elle leur présente le CCI comme un menteur lorsqu'il donne les raisons réelles de son exclusion de la fête : le fait que nous aurions commis "l'impolitesse" de brandir la première page de *Lutte Ouvrière* de 1974 et 1981 appelant à voter Mitterrand.

Cela indique l'avenir. Il n'y a aucune illusion à se faire. Avec l'importance accrue que va prendre LO à gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie, elle va s'appliquer à systématiquement entraver au maximum l'intervention des révolutionnaires, aussi bien dans les luttes que dans tout lieu de confrontation politique.

B (16 juin)

(1) En 1988, LO propose par lettre à la direction du PCF une alliance électorale pour les législatives à venir. Aux communales de 1995, le "camarade" Hue ouvre ses listes aux "camarades" troskistes, dans trois villes, dont Sochaux.

(2) Cette "appellation" est une véritable usurpation par la bourgeoisie de gauche et une tentative de sa part de tromper les ouvriers en recherche. La réelle Gauche communiste est en vérité ce courant issu de la lutte contre la dégénérescence des PC et qui publie en France dans les années 30 la revue Bilan. Pour plus d'informations sur cette question voir notre brochure *La Gauche Communiste d'Italie*.

IRLANDE DU NORD

Le mythe de la paix à l'ombre des rivalités impérialistes

Les accords de paix de Belfast du 10 avril, confirmés ensuite par le référendum du 22 mai, ont été le prétexte pour la bourgeoisie de célébrer l'avènement d'une nouvelle ère de "concorde, d'espoir et de prospérité" pour cette région du monde. Ils ont aussi servi d'alibi à la classe dominante pour tenter de tromper la classe ouvrière en martelant l'idée que la meilleure chance de vivre en paix c'était de se soumettre à la loi de ses exploiters dans un monde ravagé par les conflits et les guerres.

Si les médias bourgeois ont fait tant de tintamarre autour de ces accords, c'est pour camoufler la rivalité croissante entre les différentes puissances impérialistes, en l'occurrence entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, mais surtout entre les alliés d'antan qu'étaient la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

L'accord de Stormont est l'aboutissement d'un processus initié en 1994 par les Etats-Unis qui avaient réussi à imposer un cessez-le-feu à l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) afin d'ébranler l'emprise de la Grande-Bretagne sur l'Irlande du Nord en la forçant à entreprendre des négociations avec ses ennemis séculaires. Cette volonté américaine de s'immiscer dans les affaires britanniques en Ulster était une réponse au rôle joué par la Grande-Bretagne dans le sabotage des objectifs américains dans les Balkans, mettant

fin aux relations privilégiées entre les deux pays. En soutenant ouvertement l'aile politique de l'IRA, le Sinn Fein, les Etats-Unis engageaient un bras de fer avec la Grande-Bretagne pour la punir de ses prétentions à jouer son propre jeu, contre les intérêts américains, sur l'arène impérialiste mondiale. Cette visée déstabilisatrice américaine a trouvé son achèvement avec cette signature des accords de paix.

La bourgeoisie anglaise ne s'y est pas pliée de gaieté de coeur. Elle a utilisé tous les stratagèmes pour tenter de saboter ce processus de paix et d'empêcher le Sinn Fein d'accéder à un statut d'interlocuteur politique reconnu. S'appuyant sur les bandes loyalistes d'Ulster, elle a tout fait, même et surtout au prix du sang, pour marginaliser (sans succès) le Sinn Fein et sa branche armée l'IRA.

Pourtant, devant la poussée du rouleau compresseur américain, la bourgeoisie britannique, toutes fractions confondues, a dû se faire, en fin de course, le chantre de la paix. Afin de ne pas apparaître rétrograde aux yeux du monde entier et garder autant que possible un minimum de contrôle et de marge de manoeuvre pour le futur, Tony Blair s'est donc fait le héros de la paix en Irlande du Nord. Il essayait par là de tirer quelques dividendes politiques de ce qui demeure un revers incontestable

et une défaite encaissée par l'impérialisme britannique. Et, de fait, le gain politique intérieur a permis momentanément au gouvernement Blair d'apaiser la population, exaspérée par les règlements de comptes sanglants, les tueries et attentats des différentes factions nationalistes d'Irlande du Nord. Il n'en demeure pas moins que cet accord de "paix" avec l'établissement d'une assemblée et d'un gouvernement régional dirigé par les deux camps en présence, va donner substantiellement plus de pouvoir au Sinn Fein dans la conduite des affaires nord-irlandaises. Mais, si le Sinn Fein, soutenu par les Etats-Unis, a indubitablement gagné une bataille, il n'a pas gagné la guerre. En mettant la Grande-Bretagne le dos au mur, l'accord de "paix" est gros de nouveaux affrontements et la situation ne peut que continuer à se déstabiliser. Les questions cruciales de la démilitarisation de l'Ulster, le maintien de l'ordre, la libération des prisonniers politiques vont être des pierres d'achoppement alimentant le conflit. Les parties en présence, loyalistes et républicaines, sont déterminées à rester armées jusqu'aux dents et Londres ne

manquera pas de s'appuyer à la fois sur son armée et ses forces de police, comme sur ses affidés para-militaires loyalistes, pour garder au maximum la mainmise sur ce territoire. D'ailleurs, tout en faisant ouvertement campagne pour le "Oui", le gouvernement britannique a laissé tout le champ libre aux médias pour agiter les dangers potentiels de l'accord et favoriser ainsi un pourcentage suffisamment significatif de "Non", dont il pourra se servir dans l'avenir. Quant aux républicains et au Sinn Fein, ils vont chercher, sous la houlette des Etats-Unis, à consolider et étendre leur poids politique et les bénéfices acquis.

Le "processus de paix" ne marque en aucune façon le début d'un désarmement des forces en présence et une pacification de la région mais bien au contraire un moment dans la préparation à la recrudescence de nouveaux affrontements meurtriers, alimentés par les rivalités entre les parrains impérialistes qui agissent dans l'ombre. La paix capitaliste prépare toujours la guerre.

SB (d'après Word Revolution n°214 et 215 - mai et juin 98).

FAILLITE DE L'ECONOMIE MONDIALE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

une seule semaine, la bourse de Corée a rejoint son plus bas niveau depuis onze ans...) et c'est " le sauve qui peut général des investisseurs " (2)... Et, surtout, la récession s'installe, en particulier à Hong-Kong où elle est la plus forte depuis 50 ans. Bref, comme le commente - pudiquement - la Banque des Règlements Internationaux (BRI) : " Il n'est pas absolument sûr que le pire de la crise asiatique soit passé ".

Mais le plus significatif, c'est bien ce qui concerne le Japon, qui est entré en récession. La seconde économie mondiale a vu son Produit Intérieur Brut (PIB) chuter de 1,3% au premier trimestre. En rythme annuel, c'est la plus importante baisse du PIB japonais enregistrée depuis 1974. Le yen est en chute libre, atteignant son plus faible taux par rapport au dollar depuis sept ans, entraînant au passage les autres monnaies de la région dans une spirale dévaluationniste. Et cela malgré l'injection en avril par la Banque centrale nippone de pas moins de 10% de ses réserves de change pour soutenir la monnaie. Face au marasme, le gouvernement japonais n'a donc, comme le dit le journal économique américain Business Week : " pas d'autre choix que de laisser filer sa monnaie et de favoriser les exportations pour éviter une catastrophe économique ".

Catastrophe qui inquiète au plus haut point les bourgeoisies des pays industrialisés, qui se concertent, et cherchent à tout faire pour aider l'économie japonaise. Ainsi, avant de soutenir avec force la monnaie nippone, la Banque Fédérale américaine s'était dite prête à accepter une baisse encore plus importante du yen pour favoriser les exportations japonaises et apporter de l'oxygène au Japon. Ce qui aurait signifié une concurrence accrue pour les produits américains eux-mêmes ! Pour colmater les brèches ouvertes dans la deuxième puissance mondiale, les Etats-Unis sont ainsi prêts à accepter une perte de compétitivité de leur économie. Ce qui est significatif de l'extrême gravité de la situation et de la contradiction évidente dans laquelle se débat le système.

La gravité de la crise de l'économie mondiale est également marquée par une autre situation qui devient très préoccupante pour la bourgeoisie car porteuse d'immenses dangers : celle de la Russie qui se débat dans un chaos économique-politique de plus en plus inextricable. Ce pays doit faire face à une grave crise financière et est à deux doigts d'être en cessation de paiement. Et comme le dit le quotidien Le Monde : avec la Russie, " le danger se rapproche " de l'Europe. La bourgeoisie des grandes puissances industrielles centrales a beau rejeter sur les plus faibles et la périphérie les convulsions du capitalisme en faillite (le " Tiers Monde " dans les années 70, les pays du bloc de l'Est à la fin des années 80, l'Asie aujourd'hui). Ces convulsions se rapprochent toujours plus du cœur du capitalisme avec, à la clef, des attaques encore plus féroces pour la classe ouvrière qui, seule, peut mettre un terme à l'agonie de ce système à bout de souffle en imposant sa perspective, la société communiste.

HPL (16 juin)

(1) Voir également notre article sur la situation en Indonésie dans RI n°280.

(2) Courrier International du 4 au 10 juin.

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

(SUITE DE LA PAGE 2)

triel, en faisant grossir les rangs de la classe ouvrière, il rapprochait le moment de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie, seul porteur de la suppression de l'exploitation.

L'esclavage salarié : forme la plus achevée de l'exploitation de l'homme par l'homme

Au cœur des discours enflammés des leaders bourgeois et notamment ceux de gauche, autour de la célébration de l'abolition de l'esclavage, réside l'idée trompeuse que dorénavant nous sommes des hommes libres. Cette "liberté" tant vantée par nos bourgeois n'est qu'une coquille vide. Où est la liberté du prolétaire, dépossédé de tout et contraint et forcé de vendre sa force de travail pour ne pas crever tout bonnement ? Où est la liberté du chômeur réduit à la misère noire parce qu'il n'a pas trouvé d'acheteur pour cette force de travail ? Engels dans les Principes du Communisme comparait la situation de l'esclave et de l'ouvrier : " L'esclave est vendu une fois pour toutes. L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure. L'esclave isolé, propriété de son maître, a déjà, du fait de l'intérêt de son maître, une existence assurée, si misérable qu'elle puisse être. Le prolétaire isolé, propriété, pour ainsi dire de toute la classe bourgeoise, à qui on n'achète son travail quand on en a besoin, n'a pas d'existence assurée (...) L'esclavage est en dehors de la concurrence. Le prolétaire est en plein dans la concurrence et en subit toutes les oscillations."

C'est toute cette réalité de la condition de prolétaire que la bourgeoisie veut masquer en chantant les louanges du

"travail libre", autrement dit de l'esclavage salarié.

Aujourd'hui, la faillite ouverte du capitalisme révèle encore plus violemment cette réalité, en soumettant les prolétaires à des cadences de plus en plus infernales, à une charge de travail toujours plus importante, pour un salaire de misère et une précarisation de plus en plus dramatique de leurs conditions d'existence. Et, alors que l'exploitation capitaliste rappelle de plus en plus aujourd'hui les conditions de l'accumulation primitive du début du XIXe siècle, la classe dominante cherche à dédouaner son système de la misère grandissante qu'il engendre, en nous engluant de bonnes paroles consolatrices. Elle ne s'étend sur le sort terrible des esclaves d'hier ou sur celui de ceux qu'elle appelle les "esclaves modernes" d'aujourd'hui, que pour mieux inviter les prolétaires des grandes concentrations capitalistes à se résigner à leur sort et à se soumettre "librement" aux lois du capital.

Dernière classe exploitée de l'histoire, le prolétariat est la première classe révolutionnaire porteuse de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le seul moyen d'en finir réellement avec l'esclavage, c'est la révolution communiste mondiale.

SP

(1) Les planteurs du Sud des Etats-Unis firent enlever de la Déclaration d'Indépendance de 1776 l'article consacré à l'abolition de l'esclavage. Ils auront jusqu'à la Guerre de Sécession le plein soutien de l'Etat anglais qui résiste à l'indépendance américaine et fait valoir les intérêts de ses propres négriers et négociants en chair humaine. Quant au décret d'abolition de la France révolutionnaire de 89 il restera lettre morte jusqu'en 1848, l'esclavage ayant été officiellement rétabli dans les colonies françaises par le régime napoléonien.

ESSAIS NUCLEAIRES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

«paix» et de stabilité. Mensonge éhonté ! Depuis le début du siècle, la fuite en avant dans laquelle plonge la société bourgeoise la pousse vers un militarisme toujours plus omniprésent, vers une accumulation et une course à des armements de plus en plus destructeurs. Si la troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu, c'est parce que la bourgeoisie, contrairement aux périodes précédant les deux autres, n'était pas parvenue à embrigader la classe ouvrière, à la soumettre à l'exploitation renforcée de l'économie de guerre ni à lui imposer de faire le sacrifice de sa vie.

Un nouvel enfoncement dans le chaos et la décomposition

Avec l'effondrement du bloc de l'Est et la désagrégation du bloc adverse, une nouvelle période où le chaos et la multiplication des conflits surpassent de loin tout ce qu'on avait pu connaître précédemment s'est ouverte. Si, dans un premier temps, les Etats-Unis, recourant à des démonstrations de force comme celle de la guerre du Golfe, avaient pu entraver de façon immédiate l'explosion de ce chaos tous azimuts, l'affaiblissement progressif et grandissant de leur leadership a signifié une nouvelle accélération de la barbarie. D'une part parce que la première puissance mondiale n'a pas d'autre choix que celui de faire pression sur les autres puissances développées en semant elle-même la destruction et en provoquant la déstabilisation totale de régions entières. Et cela ne peut d'autre part qu'exacerber encore plus l'agressivité des grandes puissances à l'égard d'une Amérique que de plus en plus de pays secondaires contestent ouvertement tout en cherchant à jouer leur propre carte sur l'arène impérialiste mondiale.

Ce qu'on a vu avec les essais nucléaires et pakistanais qui illustrent

clairement cette fuite en avant guerrière, c'est une réelle perte de contrôle de la situation par les puissances développées et en particulier par les Etats-Unis. En effet, alors que l'Inde peut se prévaloir d'une certaine indépendance vis-à-vis de la Maison blanche, il n'en va pas de même du Pakistan dont l'action tant économique qu'impérialiste est fortement dépendante de l'aide américaine. Aussi la décision pakistanaise d'effectuer ses essais, réalisés avec l'aide de la Chine qui a offert la bombe à Islamabad, est un nouveau coin enfoncé dans le dispositif stratégique-militaire américain, de la même veine que ses difficultés avec Israël. Dans le contexte présent, cette perte de contrôle va inévitablement ouvrir la voie à d'autres tensions impérialistes, potentiellement plus graves.

Cette réalité, les bourgeoisies des pays développés aimeraient bien nous la masquer de même qu'elles font tout leur possible pour minimiser leur responsabilité première. Ce sont elles qui, prises dans la spirale inexorable de leurs règlements de compte, attisent le feu auquel elles réchauffent leurs appétits impérialistes. A ce niveau, la seule différence avec la période des blocs tient dans le fait que si auparavant la menace qui attendait l'humanité était celle d'une destruction massive et brutale, il s'agit aujourd'hui de celle d'une mort lente mais tout aussi horrible et destructrice.

Seul le prolétariat peut répondre à cette perspective annoncée par une société bourgeoise en pleine décomposition. Sa responsabilité est immense et déterminante. En développant ses luttes jusqu'à la révolution et l'avènement du communisme, il peut et doit résoudre le drame qui se joue pour l'humanité aujourd'hui et dont il est l'acteur décisif : barbarie ou socialisme.

MK (22 juin)

GREVE MASSIVE AU DANEMARK

L'Etat et ses syndicats sabotent la montée de la combativité ouvrière

Comme nous l'avions mentionné dans notre numéro précédent (RI n°279), une grève massive de 500 000 ouvriers s'est déroulée fin avril dans ce petit pays de 9 millions d'habitants ! Pendant 2 semaines, l'activité économique de tout le pays a été pratiquement paralysée. Près de 4000 entreprises du secteur privé furent touchées par des mouvements de grève, du bâtiment à la restauration en passant par les transports et l'industrie de la pêche.

Cette grève traduit le développement du mécontentement et la lente, mais réelle, montée de la combativité de la classe ouvrière au niveau international face aux attaques capitalistes. Au Danemark même, des mobilisations contre les sous-effectifs et les suppressions de postes avaient eu lieu en 1995 et 1996 notamment dans le service hospitalier. Bien que tous ces mouvements aient été parfaitement encadrés par les syndicats, la bourgeoisie devait absolument prendre les devants pour éviter la répétition d'une situation de grèves massives comme en 1985. A cette époque, elle ne put garder le contrôle du mouvement que grâce à l'action de sabotage effectuée par la structure syndicaliste de base (les Tillidmans) "oppositionnelle" à la ligne officielle du syn-

dicat LO (1). Voici en quels termes nous rendions compte de cette grève massive : *"La classe ouvrière pendant les mois de mars et avril a développé le mouvement de grève le plus important et le plus massif de son histoire. (...) près d'un demi million d'ouvriers et de cols blancs se sont lancés dans des grèves touchant tous les secteurs du public et de l'industrie (...). Ils sont entrés en grève contre les attaques de leurs conditions de vie les plus dures depuis la guerre. Une loi votée au parlement leur accordant une augmentation de 2% et la réduction d'une heure hebdomadaire de travail, mais effectifs en 87, ne put désamorcer leur colère et leur détermination (...). Les grèves s'étendaient d'heure en heure. (...) les ouvriers danois avaient réussi à tirer des leçons, dont la plus importante se concrétisait dans l'extension rapide de la grève et par la mise en avant du slogan 'on ne peut se battre seuls, solidarité'" (2).* Ainsi, alors que la grève de 1985 était le produit de la poussée et de l'initiative ouvrières, auxquelles essayaient de coller les syndicats, cette fois-ci, c'est la bourgeoisie qui a provoqué l'irruption du mouvement de manière à en prendre le contrôle, au moyen de ses syndicats, dès le début pour le garder jusqu'à la fin. Si pour parvenir à

ses fins - épuiser la combativité montante dans la classe ouvrière - elle a pris le risque calculé de faire entrer 500 000 ouvriers en grève, c'est justement parce qu'elle savait qu'elle pouvait compter sur les capacités d'encadrement d'un redoutable appareil syndical. En effet, celui-ci n'a pas subi une érosion aussi poussée que dans d'autres pays européens, et, de plus, il est "doublé" d'une structure syndicaliste de base "oppositionnelle" qui avait fait la preuve de son efficacité dans la grève de 85.

La grève du printemps 1998 avait été précédée par une succession de négociations rompues entre partenaires sociaux jusqu'à ce que finalement un accord fut conclu avec le syndicat LO. Il comportait de très faibles augmentations de salaire et un jour de vacances supplémentaire, celui de Noël, qui de toute façon, dans les faits, était déjà accordé de façon non officielle à la plupart des ouvriers. C'était une véritable provocation, surtout par rapport à la revendication d'une semaine de congés payés supplémentaire popularisée par les syndicats dans la classe ouvrière. Pour exciter davantage la colère des ouvriers, les manchettes de certains journaux titraient sur *"les super profits dans l'industrie danoise"*. L'accord fut

soumis à l'approbation des ouvriers, l'opposition syndicale faisant campagne pour le non à la proposition. Comme il fallait s'y attendre, les ouvriers la rejetèrent aussi. La centrale syndicale, qui l'avait précédemment acceptée, fait volte-face, proclame la grève, en justifiant son attitude de la manière suivante : *"A présent, nous sommes parvenus à faire que le conflit soit suivi à 100%. Il y a un soutien total. Aucune hésitation dans les rangs. Je suis doublement fier de la manière dont nous sommes en lutte."* (Jensen, le leader de LO).

Dans le même temps, la bourgeoisie lance différentes campagnes. L'une d'entre elles, qui polarise l'attention sur la menace d'une intervention gouvernementale pour intimider les ouvriers, est clairement relayée par les syndicats qui déclarent : *"Les syndicats doivent déployer toute leur énergie pour éviter une intervention du gouvernement."* De façon complémentaire, les médias suscitent une psychose dans la population en agitant le spectre de la désorganisation sociale et de pénuries diverses. Le but est justement de plébisciter la solution d'une intervention du gouvernement qui apparaît comme étant seule à même d'écarter la "menace du chaos".

Sur un autre plan, s'appuyant sur les chiffres officiels montrant une régression du chômage au Danemark (ce qui n'est pas le cas dans la réalité compte tenu de l'explosion du travail précaire) et sur le fait que la classe ouvrière dans ce pays a été relativement moins attaquée ces dernières années que d'autres fractions du prolétariat en Europe, la bourgeoisie présente le conflit comme étant une grève de "nantis". C'est un moyen de pression supplémentaire sur les grévistes visant à isoler le mouvement des autres fractions de la classe ouvrière au Danemark qui, du fait de leur précarité, ont plus de difficulté à entrer en lutte.

Avec la prolongation de la grève, les syndicats reviennent à la baisse la revendication initiale d'une semaine de congés supplémentaire. L'opposition syndicale, quant à elle, se démarque et menace de provoquer des grèves sauvages en signe de protestation contre le sabotage du "droit à la libre négociation" que constituerait l'intervention du gouvernement. Il n'y aura évidemment aucune grève sauvage lorsque, au bout de deux semaines, une telle intervention entérinera les accords refusés par les ouvriers. Ces derniers reprendront alors le travail.

A travers cette manœuvre réussie, la bourgeoisie s'est donnée comme premier objectif de lâcher un peu de vapeur en laissant se déjouer la montée de la combativité ouvrière. Mais elle a également marqué des points sur d'autres plans. Le syndicat ayant donné la parole à la base, à un moment où celle-ci ne pouvait que se prononcer pour la grève, les ouvriers eurent l'impression d'avoir décidé réellement de leur lutte. N'ayant pas eu à s'exposer pour faire rentrer les grévistes dans le rang, le syndicat a pu profiter de la situation pour valoriser son image auprès des ouvriers, comme l'exprime cette déclaration du leader de l'opposition syndicale, Olesen : *"Le mouvement syndical était sur le point de mourir par sa passivité propre. Si on ne faisait rien de radicalement nouveau, nous allions perdre de l'influence. Le conflit a constitué une très bonne occasion pour recréer la dynamique de la démocratie syndicale"*. S'étant soldée par un échec pour la classe ouvrière, cette grève constitue aussi une excellente occasion pour accréditer l'idée que lutter massivement ne sert à rien.

Contrairement aux fausses leçons que la classe bourgeoisie veut faire avaler aux ouvriers, les enseignements que les prolétaires partout dans le monde doivent tirer, c'est que nulle part il ne faut laisser les syndicats, de base ou officiels, décider de la lutte et l'organiser à notre place. Partout il faut chercher à l'étendre tout en conservant le contrôle sur son déroulement. C'est la seule perspective permettant une riposte efficace aux attaques capitalistes.

D'après Internationell Revolution, organe du CCI en Suède, n°72 (juin98)

(1) La centrale syndicale de l'industrie au Danemark.
(2) Internationell Revolution, organe du CCI en Suède, n°15, juin 1985.

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

davantage sur le marché mondial. Ce qui allait s'exprimer à travers le vernis de la "déstalinisation", ouvre la voie à une nouvelle période de "détente" entre les deux blocs, théorisée idéologiquement à travers "la coexistence pacifique".

Dès septembre 1953, Khrouchtchev s'emploie en priorité à dynamiser la production des kolkhoses et à redonner un peu d'oxygène aux paysans kolkhosiens en leur accordant des subventions d'Etat. Les quelques succès qu'il connaît dans ce domaine lui permettent de consolider ses positions.

De même, les efforts de Khrouchtchev en matière de politique extérieure s'avèrent payants et "équilibrés" d'avantage le rapport de forces entre les blocs. C'est d'abord une spectaculaire "réconciliation" avec Tito qui, en consacrant le statu quo par rapport à la Yougoslavie, est un signal lancé au bloc adverse sur le changement d'orientation de la politique impérialiste de l'URSS. La conférence afro-asiatique de Bandung, sous prétexte du "non alignement" de 25 pays sur la politique de blocs, affaiblit le camp occidental et détermine l'ouverture d'une nouvelle zone d'influence impérialiste pour l'URSS. Quelques jours après, en mai 1955, la signature du Pacte de Varsovie permet à l'URSS de resserrer son emprise militaire sur ses alliés en Europe de l'Est et de décharger sur eux une partie du fardeau de la défense militaire du bloc. Non seulement l'URSS peut concrétiser une plus grande stabilité militaire du bloc russe face à l'OTAN

et s'assurer de l'allégeance des autres Etats d'Europe de l'Est, mais du même coup, son "assistance militaire" la prépare à mieux faire face à de nouveaux risques de soulèvements prolétariens dans les pays de l'Est.

Cette montée en puissance du clan "réformiste" en URSS inquiète rapidement les dirigeants du PCF qui, ayant misé sur la pérennisation du modèle stalinien dans lequel ils se sont totalement engagés et compromis, craignent que le processus de "déstalinisation" déclenché en URSS, n'aboutisse à leur propre remise en cause. C'est pourquoi Thorez et les autres dirigeants du PCF jouent en coulisses la carte de l'appui sur la "vieille garde" stalinienne des opposants à Khrouchtchev (Molotov, Malenkov, Kaganovitch). Non seulement le PCF continue à se référer à Staline, mais il tente aussi de saboter les orientations politiques de Khrouchtchev, s'opposant notamment à lui sur la question de la "coexistence pacifique" entre les blocs.

Pour contrer ses adversaires, Khrouchtchev décide de lancer un coup de force à la fin du XXe congrès du PCUS en mars 1956, en présence des représentants de tous les "partis frères". Le rapport Khrouchtchev consacré à la "dénonciation des crimes de Staline" fait l'effet d'une véritable bombe. Ayant bâti toute sa carrière dans l'ombre du pouvoir de Staline, et calqué ses prises de position sur lui, Thorez se sent aussitôt directement menacé. Il impose le black-out aux autres délégués français dès leur retour

de Moscou. Face à la détermination de Khrouchtchev de publier son rapport et alors que celui-ci circule déjà à tous les échelons du parti en URSS, il est contraint de livrer une version édulcorée des accusations du rapport : Staline aurait simplement commis certaines erreurs politiques à la fin de sa vie. Bref, il restait le héros et la référence suprême pour le PCF. Duclos s'écrit même lors d'un meeting parisien en mars 1956 : *"Pour nous, Staline restera le vainqueur de Stalingrad !"*. Début juin 1956, le rapport de Khrouchtchev commence à être publié en France sous forme de "feuilleton" dans les colonnes du journal *Le Monde* : la direction du PCF prétend alors que le rapport est un faux pur et simple et *L'Humanité* se déchaîne contre les *"calomnies de la presse bourgeoise"*. Après l'élimination de Molotov, leur principal soutien, Thorez et les dirigeants français attaquent Khrouchtchev au grand jour et apparaissent alors ouvertement comme les ultimes défenseurs de Staline aux côtés d'un autre ardent supporter inconditionnel du stalinisme : Mao Zedong, seul allié de circonstance à monter au créneau contre Khrouchtchev.

Ces prises de position ont comme conséquence une poursuite de la politique d'épuration au sein de l'appareil français. Déjà le secrétaire de l'organisation Auguste Lecocur, qui avait pris l'initiative de rapporter en petit comité dans le secrétariat les confidences d'un haut dirigeant russe sur les crimes reprochés à Staline s'était retrouvé mis à l'écart dès 1953. Plus tard, au début des années 60, quand Thorez entraînera le

parti à soutenir à nouveau Mao Zedong contre Khrouchtchev, ce seront des adeptes pro-soviétiques du "tournant khrouchtchévien" de l'URSS, Casanova et Sirven (tous deux ayant eux-mêmes joué un rôle de premier plan dans les épurations antérieures du PCF) qui se verront destitués.

Dans le prochain article de cette série, nous verrons comment le PCF a scellé sa réconciliation avec la politique de l'URSS en apportant son soutien à la répression du prolétariat de Hongrie en 1956.

CB

Lisez notre brochure :

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

**EFFONDREMENT
DU STALINISME**

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme
C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne
C'est le seul avenir pour l'humanité

Prochaines de tous les pays, unissez-vous !



La reprise historique des combats du prolétariat mondial

Nous publions ci-dessous l'exposé introductif à nos réunions publiques qui se sont tenues en juin 1998 sur le thème : "Mai 68 : le prolétariat ressurgit comme seule classe révolutionnaire de la société".

Il y a 30 ans, il s'est passé un événement considérable, un événement qui a signifié un changement radical dans toute la perspective du combat de la classe ouvrière : la grève générale de mai 68.

Pour ceux qui n'ont pas vécu cet événement, il est difficile de s'imaginer l'ambiance qui a régné en France, et par ricochet dans les pays voisins, pendant le printemps 68. En eux-mêmes les chiffres sont éloquentes :

- presque 10 millions d'ouvriers en grève ;
- une grève qui dure, dans la plupart des secteurs, plus d'un mois ;
- 150 millions de jours de grève au total.

C'est de très loin la plus grande grève de l'histoire de la classe ouvrière mondiale.

Mais les chiffres (on pourrait en donner d'autres) ne donnent qu'une faible image de l'importance du mouvement. C'est avec les bouleversements dans la vie des principales classes de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, qu'on mesure le mieux la profondeur de ce qui s'est passé.

La bourgeoisie : elle est totalement surprise et, pendant plusieurs semaines, elle est paralysée, affolée, crevant de trouille. La classe ouvrière : elle aussi a été surprise, mais, pour elle, c'est la fête. Il faut imaginer l'ambiance dans les usines occupées, dans les quartiers ouvriers, dans la rue, dans les universités. Dans les facs, les salles de cours ont été rebaptisées et elles servent de lieu de réunion. Evidemment, il y a des étudiants qui discutent de choses futiles : comment réformer les enseignements, comment gérer l'université, faut-il faire la grève des examens... ? La question du siècle !

Mais là où il y a le plus de passion et de participants - et là, il y a une majorité d'ouvriers - c'est quand on discute des questions qui intéressent la classe ouvrière : le rôle des syndicats, le rôle du parti communiste, les conseils ouvriers, la révolution, pourquoi il faut la faire, est-elle possible, etc.

Avec la grève générale de mai 68, le prolétariat mondial est sorti du long hiver de la contre-révolution. Mais pour dégager la signification profonde de mai 68, il faut revenir sur deux points : la contre-révolution des années 20 et 30 ; le déroulement des événements eux-mêmes.

La contre-révolution

En 1917, le CCI a consacré un certain nombre de ses réunions publiques à la Révolution de 1917 en Russie. Il a montré que c'était le moment le plus important de toute une vague révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale. Cette vague révolutionnaire a été finalement vaincue par la bourgeoisie qui a utilisé la répression massive mais aussi la mystification et les mensonges.

Au cours de la vague révolutionnaire, le principal ennemi du prolétariat c'était

les partis socialistes qui avaient trahi et étaient passés dans le camp bourgeois au cours de la guerre mondiale. Par la suite, les partis communistes eux-mêmes ont trahi et sont devenus le fer de lance de la contre-révolution. Grâce au prestige de la révolution russe et au nom de la défense de la "patrie socialiste", ils ont saboté les luttes ouvrières provoquées par la crise de 1929 et ont embrigadé les ouvriers dans la Seconde guerre mondiale. La défaite ouvrière était si profonde que le prolétariat n'a pas réussi à réagir contre la guerre impérialiste comme il l'avait fait en 1917-18 en Russie et en Allemagne. A la fin de la guerre, le PCF, par exemple, avait réussi à entraîner les ouvriers derrière les drapeaux tricolores avec des slogans comme : "A chacun son boche". L'Humanité titrait : "Vive la France éternelle !". Par la suite, il y avait eu des luttes ouvrières importantes, mais les partis de gauche et les syndicats avaient réussi à les contrôler et à les canaliser sur des mots d'ordre bourgeois. Et puis le boom économique d'après-guerre a endormi pendant un certain temps la combativité ouvrière. C'était l'époque où même des "penseurs" radicaux annonçaient que le capitalisme avait réussi à surmonter ses crises. Le professeur Marcuse nous disait que désormais la classe ouvrière était "intégrée" dans le capitalisme et que la seule remise en cause du système ne pouvait venir que des étudiants, des minorités opprimées comme les noirs aux Etats-Unis, ou encore des pays du Tiers-Monde.

Les événements de mai 68

En France, la contestation étudiante est arrivée après celle des autres pays avancés. Elle a commencé en mars 68 à la fac de Nanterre. Au début, ce n'était pas grand chose mais les autorités ont accumulé toute une série de maladresses.

Le 2 mai, la fac de Nanterre est fermée. Le 3 mai, quelques centaines d'étudiants de Nanterre occupent la Sorbonne : pour la première fois depuis des siècles, la police entre dans la Sorbonne et la fait évacuer. Il y a des arrestations. Pendant une semaine, les étudiants manifestent dans Paris et d'autres villes de province aux cris de "libérez nos camarades" ; ils sont de plus en plus nombreux dans la rue. Le 10 mai au soir, le quartier latin est couvert de barricades ; la répression policière est très brutale ; une grande partie de la population est scandalisée par cette répression ; particulièrement les ouvriers qui, en général, sont les principales victimes des matraques des flics. Le 11 mai, les syndicats appellent à une manifestation pour le lundi 13. Le 12, Pompidou, premier ministre, fait libérer les étudiants emprisonnés et fait rouvrir la Sorbonne : le gouvernement a reculé. Le 13 mai, on assiste aux plus grandes manifestations depuis la guerre : près d'un million de personnes à Paris. Le lendemain, la grève est déclenchée spontanément aux usines de Sud-Aviation de Nantes et de Renault-Cléon ; beaucoup de jeunes ouvriers ont été encouragés à la lutte par la reculade du gouvernement. Deux jours après, le 16 mai, c'est Renault-Billancourt qui entre dans la grève.

Billancourt était un symbole pour l'ensemble de la classe ouvrière en France. C'est le signal qu'attendaient des millions d'ouvriers pour entrer eux aussi dans la lutte. La grève s'étend comme une traînée de poudre. La CGT et les autres syndicats appellent à la grève. Ils ne veulent pas être totalement débordés. Ils "prennent le train en marche" comme on disait à l'époque. La CGT adopte la politique de mettre en grève un maximum de petites entreprises et des secteurs peu combattifs. Par la suite, cela lui permettra de leur faire reprendre le travail et de décourager les secteurs les plus combattifs.

La bourgeoisie est complètement affolée. Le gouvernement ne contrôle plus rien. D'ailleurs, De Gaulle est parti en Roumanie du 14 au 19 mai. Il est complètement à côté de la plaque. Quand il revient, il dit : "la récréation est finie" et il veut déchaîner la répression pour rétablir l'ordre. Ce serait mettre de l'huile sur le feu. Le 24 mai, il fait un discours qui fait rire presque tout le monde... et fait pleurer ses partisans.

Les secteurs de la bourgeoisie qui réagissent le plus rapidement, ce sont le PCF et les syndicats. Il y a une rencontre secrète, dans un grenier, entre Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi, et Krazucki, numéro 2 de la CGT. Tout ce beau monde est d'accord pour le retour à l'ordre et pour faire reprendre le travail le plus vite possible. Les syndicats appellent à l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement. Pompidou saute sur l'occasion et accepte.

Les négociations commencent le 25. A l'ouverture de celles-ci, Pompidou rencontre, seul à seul, Séguin, patron de la CGT. Ils s'entendent sur le montant de l'augmentation qu'ils vont faire semblant de négocier. Mais, d'entrée, les patrons, qui ignorent cet accord secret, font des propositions qui vont plus loin que les revendications des syndicats : ils ont vraiment la pétéche.

Le lundi 27 au matin, Séguin dit à un journaliste : "La reprise ne saurait tarder". Puis il va à Billancourt pour présenter les accords de Grenelle (siège du ministère des affaires sociales) : il est sifflé. Les 10% d'augmentation sont une misère vu l'inflation et les pertes de salaire du fait de la grève.

Il n'y a pas de reprise. Au contraire, la grève s'élargit encore. Alors, le gouvernement propose de négocier secteur par secteur et les syndicats sautent sur l'occasion. On va accorder à certains secteurs, comme EDF, des augmentations beaucoup plus importantes ; ça permet d'amorcer la reprise.

Le 30 mai, De Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Les partis de gauche la réclamaient depuis longtemps. Les syndicats, surtout la CGT, appellent à la reprise pour que les élections puissent se tenir et viennent "compléter la victoire". Le même jour, après le discours de De Gaulle, a lieu à Paris une grande manif de soutien au gouvernement : on y retrouve les habitants des beaux quartiers et les petits commerçants, des militaires en retraite, les partisans de l'Algérie française, des bonnes soeurs, les maque-reaux de Pigalle...

L'élan de la lutte ouvrière est cassé mais beaucoup d'ouvriers ne veulent pas reprendre. La CGT et le PCF emploient tous les moyens : les mensonges,

l'intimidation. A la RATP, ils font reprendre en annonçant que les autres ont déjà repris, ce qui est faux. L'Humanité titre : "Forts de leur victoire, des millions de travailleurs reprennent le travail". Les CRS interviennent pour faire reprendre. Il y a des morts à Renault-Flins, à Peugeot-Sochaux. A Citroën-Paris, le travail ne reprend que le 23 juin, après le premier tour des élections qui voit la droite remporter une victoire historique, ce qui finit de démoraliser les ouvriers.

Bilan et perspectives de mai 68

La grève s'est soldée par une défaite. Mais c'est une expérience fondamentale pour la classe ouvrière.

- Les syndicats et les partis de gauche ont été passablement débordés : des dizaines de milliers d'ouvriers déchirent leurs cartes syndicales (ce sont les gauchistes, particulièrement les trotskistes, qui les pousseront plus tard à revenir dans les syndicats). Ce début de méfiance envers la gauche et les syndicats est un fait très important puisque ces organisations avaient été les principaux instruments de la bourgeoisie pour maintenir la chape de la contre-révolution sur la classe ouvrière.

- C'en est fini des bavardages sur "l'intégration de la classe ouvrière" : le prolétariat a fait la preuve qu'il est de nouveau un acteur de premier plan dans la vie de la société. En même temps, toute l'agitation étudiante a été remise à sa place. Après mai 68, elle aura beaucoup moins d'écho dans le monde entier. En France, le mouvement étudiant, et surtout la répression qu'il a subie, ont été le détonateur du mouvement de la classe ouvrière. Mais c'est très circonstanciel et c'est lié, en grande partie, aux maladresses du gouvernement. Dans d'autres pays, on verra éclater des luttes ouvrières très importantes alors que les étudiants n'y étaient pour rien.

- Au moment même des événements de mai 68, le petit groupe qui allait constituer Révolution Internationale, future section du CCI en France, avait affirmé que cette grève signalait la fin de la période de contre-révolution à l'échelle internationale. Cela s'est vérifié très rapidement.

A l'automne 69, il y a des luttes ouvrières très importantes en Italie ; on appelle ça le "mai rampant". Il faut dire que les ouvriers dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, avaient suivi avec beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme le mouvement de 68. En Italie aussi les syndicats et les partis de gauche traditionnels sont débordés, encore plus qu'en France.

La même année, il y a des luttes très importantes en Argentine : la ville de Cordoba échappe pendant plusieurs jours au contrôle des autorités. Durant l'hiver 70-71, ce sont les grèves et les émeutes ouvrières en Pologne. En 71, il y a des luttes très importantes dans l'Espagne de Franco. En 72, c'est au tour de la Belgique et de l'Angleterre, puis la Scandinavie et l'Allemagne.

En fait, tous ces mouvements avaient les mêmes causes que mai 68 :

- la "prospérité" capitaliste de la période de reconstruction était terminée ; le capitalisme mondial entraînait dans une nouvelle période de crise aiguë et les

premières attaques économiques alimentaient partout la colère et la combativité des ouvriers ;

- la contre-révolution était terminée ; les nouvelles générations ouvrières n'avaient pas connu la défaite comme les précédentes ; les partis traditionnels de gauche avaient perdu de leur emprise en même temps que les mystifications qu'ils colportaient : les mystifications démocratiques, anti-fascistes, nationalistes, ou sur la prétendue "patrie socialiste", etc.

La crise des années 30 avait posé l'alternative : luttes prolétariennes menant à la révolution ou guerre impérialiste mondiale. Le prolétariat, soumis à la contre-révolution, n'avait pas pu empêcher la guerre impérialiste. La crise économique qui commence en 1967 a posé la même alternative. Mais cette fois, la réponse ouvrière immédiate et massive a fait la preuve que la bourgeoisie ne pourrait pas imposer une nouvelle fois sa réponse : une nouvelle guerre mondiale. Depuis, même si le mouvement de la classe ouvrière s'est développé lentement, avec des hauts et des bas, c'est le même cours historique qui domine la société. Les grands combats du prolétariat sont encore devant nous.

Enfin, signe très important du changement de période historique : avec 68, et à sa suite, on a vu resurgir les positions de la Gauche communiste, la constitution d'une multitude de groupes se réclamant, de façon plus ou moins confuse, de ces positions. Notre organisation elle-même est fille de mai 68 et de toute la reprise historique des combats de la classe ouvrière. Si notre organisation est aujourd'hui ici, comme dans beaucoup d'autres villes de par le monde, à défendre la signification véritable de mai 68, à dénoncer tous les bavardages médiatiques qui en ont fait une sorte de grand monôme étudiant, c'est parce que mai 68 annonçait effectivement une nouvelle période dans la vie de la société. Une période qui verra se développer les combats prolétariens contre les attaques du capitalisme en crise. Des combats qui seront conduits de plus en plus à se tourner vers la perspective de la révolution communiste.

RI

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*

Mai 85

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.
Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES

**FASCISME ET
ANTIFASCISME**
**Deux armes de la
bourgeoisie pour
embrigader le prolétariat
dans la 2ème guerre
mondiale**

LYON : le samedi 5 septembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 19 septembre
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du
M° Chartreux.

NANTES : le samedi 19 septembre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 19 septembre à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 25 septembre à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 12 septembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la
Tranchée).

GRENOBLE

Permanence le samedi 4 juillet de 15 h à 18 h, Brasserie
"Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 4 juillet de 10h30 à 11h30
à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 19 septembre à 14 h 30 à la
MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 5 juillet et 23 août de 11h
à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à
l'angle de la rue Racine ou de la rue du Marché et le 5
septembre, à l'occasion de la Braderie de Lille, rue
Gosselet, à l'angle de l'avenue JB Lebas.

LYON

Permanence le samedi 8 août de 15h à 18h, rendez-vous
à 15h à la sortie du M° Bellecour (côté rue de la
République) et le samedi 5 septembre de 18h à 21h, au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 21 août à partir de 18 h 30, au
buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 4 juillet et 22 août de
11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face
à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence les samedis 4 juillet et 29 août de 17 à 20 h
à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault
(quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 11 juillet, 8 août et 5 septembre
à 18 h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy. En
août, rendez-vous entre 18h et 18h30 devant le café-tabac
du métro Pte de Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-
Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le 5 juillet et 23 août de 11 h à 12
h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 3 juillet et 17 juillet, 7 et 21
août, 11 septembre à 18 h 30. Rendez-vous brasserie
« Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont
des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanche 5 et 19 juillet, 9 et 23
août, 6 septembre de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés
(place St-Sernin), les dimanches 26 juillet, 16 août et 13
septembre de 11h à 12h30 au marché aux légumes
(Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence les samedis 4 juillet et 29 août de 17h à 20h,
9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tran-
chée).
Vente de la presse le samedi 11 juillet de 10h30 à 11h30,
au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolu-
tionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques.
C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la
diffusion de nos publications, comme certains nous
l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent
disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les compes-
rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les
rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-
jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse
soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques,
et il est souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la
diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renou-
veler nos appels à ce que des critiques ou commen-
taires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par
des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription
permanente pour le soutien de notre journal et de notre
intervention. Vos contributions sont les bienvenues au
compte de AL RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou
peuvent être données lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^e-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-Fd :
Le Papyvire - 3, rue
de l'Ente. Maison de la
Presse - place de
Jaude.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx
- 6, rue Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue Saint-
Laurent.

LAVAL : Point presse -
Centre Cst La-Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
Commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrte - 19, rue du G^{al}-
de-Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur. Lanoë - 2, rue
de Verdun. Librairie
des Boulevards - 20, bd
des Anglais.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-

la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge -
1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet. Utopia -
rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Toulouse
Presse - 60, rue Bayard.
FNAC - 81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8F / Etranger 18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transi- tion

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F 33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

(20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International Revue Internationale/ 94

3eme trimestre 1998

15ff / 100 fb

Editorial
**FACE À LA MISÈRE ET À LA BARBARIE, UNE
SEULE RÉPONSE, LA LUTTE INTERNATIONALE DU
PROLÉTARIAT**
Euro
L'AIGUISSEMENT DES RIVALITÉS CAPITALISTES
13^e Congrès de RI
**RÉSOLUTION SUR LA SITUATION
INTERNATIONALE**
Chine, maillon de l'impérialisme mondial III
**LE MAOÏSME, UN REJETON MONSTRUEUX DU
CAPITALISME DÉCADENT**
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, IV
LA PLATE-FORME
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
Débats entre groupes "bordiguistes"
MARXISME ET MYSTICISME
Construction de l'organisation révolutionnaire
THÈSES SUR LE PARASITISME

Souscriptions

D (Rouen) : 300.

Bordeaux : Réunion publique du 16 mai : G : 200 ;
Béatrice : 200.=400

Grenoble : Permanence de mai : Cat : 100 ; Jer :
100 ;=200

Lille : Permanence du 23 mai : H : 50 ; YK : 10 ; K :
20.=80

Nantes : Réunion publique du 18 avril : H : 400 ; Julie :
200. Permanence du 16 mai : H : 300.=900

Paris : Réunion publique du 13 juin : Sy : 35 ; Mira :
200 ; H : 5 ; AL : 250 ; X : 100 ; R : 50 ; H : 30 ;
Cl : 100 ; JPC : 50 ; AC : 20 ; Gal : 50 ; MG : 100 ;
M : 30 ; CN : 80 ; OI : 20 ; Mo : 30 ; X : 15 ;
Goupil : 151.=1316

Lyon : Réunion publique de mai : Chris : 30 ; Mau :
200 ; Jac : 200, Mahler : 67 ; Jer : 100.=597

Tours : Réunion publique du 23 mai : Aboulafia : 400.
GP : 300=700

Total : 5193

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie Expressions - 9, cité Beauharnais 75011. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

1947-1956

LE PCF : UN PARTI STALINNIEN MODÈLE

Dans l'article précédent de cette série (lire RI n° 280), nous avons montré comment, à partir de 1948, le PCF, tout en continuant à remplir sa fonction essentielle d'encadrement de la classe ouvrière au service du capital national en tant que parti d'opposition, s'est fidèlement et systématiquement aligné sur la défense inconditionnelle du bloc impérialiste russe pendant la guerre froide.

Au cours de la même période, le PCF s'applique parallèlement, sous la houlette de son secrétaire général, Maurice Thorez, à intégrer complètement et reproduire dans l'appareil français le modèle stalinien, au point de devenir, après la mort du sanguinaire "petit père des peuples", le plus représentatif défenseur du stalinisme pur et dur.

Le PCF et l'épuration "anti-titiste"

La première occasion pour le PCF de manifester sa complète allégeance aux ordres du Kominform (1) lui est fournie dès 1948, par l'insoumission des dirigeants yougoslaves commandés par le maréchal Tito à l'intérieur du camp stalinien. Le motif essentiel du "schisme" titiste est le refus par Tito de laisser les "spécialistes" militaires russes noyauter l'armée yougoslave. La défense d'un nationalisme exacerbé (2) amène le gouvernement de Tito à se retourner contre celui qui avait été jusque là son principal allié, Staline, et à s'opposer à la volonté impérialiste hégémonique de la Russie. En effet, pour la bourgeoisie yougoslave, l'opposition à Staline permet de souder une unité nationale entre les différentes ethnies qui s'étaient entre-déchirées dans la guerre. Cependant, en pleine guerre

froide, la "démarcation" tentée par Tito ne peut rester neutre. Pour maintenir le rapport de forces, l'Etat yougoslave doit recourir à l'aide et aux subsides du camp adverse et s'intégrer progressivement dans le bloc occidental. Par exemple, Tito obtient un énorme prêt de la part de la banque mondiale contrôlée par la bourgeoisie américaine et conclut des accords commerciaux avec plusieurs pays occidentaux, notamment la Grande-Bretagne. Dans sa propagande, Staline entreprend une gigantesque campagne contre les "traîtres titistes" destinée à resserrer les rangs des autres alliés du camp russe. Sans hésiter, le PCF monte en première ligne pour mener avec zèle une véritable "chasse aux sorcières" contre tous ceux soupçonnés de sympathie avec la "déviation titiste". Le "titisme" est purement et simplement assimilé puis amalgamé au "trotskisme" comme au "boukharinisme" et taxé du "crime d'espionnage impérialiste". Cette épuration reprend de plus belle à l'automne 1949, lors du procès de l'ex-secrétaire général adjoint du PC hongrois Rajk soupçonné, comme Tito, de fomenter un complot contre "le front unique d'action" des "partis frères". Même s'il est impossible d'évaluer le nombre d'exclusions et de rétrogradations au sein du PCF lié à cette épuration, la surveillance et la répression stalinienne employées dans chaque cellule du parti visent particulièrement les anciens membres des FTP dans la "Résistance" susceptibles d'avoir fréquenté des "partisans" yougoslaves dans les maquis.

Le parti stalinien français à l'oeuvre

Cependant, l'utilisation des méthodes employées sans discontinuer par Staline pour éliminer ses rivaux au sommet de l'Etat n'ont pas encore été greffées sur l'appareil de direction du PCF, malgré le précédent expérimental de "l'affaire Barbé-Célor" en 1931 (3). C'est

à partir de 1952 que Thorez, avec le plein aval de Staline, les reprend à son compte avec l'élimination du tandem Marty-Tillon, accusé de mener un travail fractionnel au sein du parti. En particulier, un dossier d'accusation est monté contre André Marty, numéro 3 du parti. Ce dernier était jusque là considéré comme un "héros", d'une part au titre d'ancien officier de marine qui s'était rallié au camp des mutins de la mer Noire refusant d'intervenir contre l'Union Soviétique en 1919 (4), d'autre part comme ancien chef des Brigades Internationales dans la guerre d'Espagne en 1936. Stalinien dévoué corps et âme (Staline le nomma pour cette raison secrétaire du Komintern à Moscou au cours des années 30) et défenseur inconditionnel de l'URSS, il est pourtant sacrifié à la rivalité qui l'oppose depuis toujours à Thorez et dont Staline n'a cessé de jouer. Cependant, certaines déclarations publiques hasardeuses de Marty sur les remaniements nécessaires selon lui à la tête de l'appareil stalinien français à la Libération l'ont desservi. D'abord mis en disgrâce, il est ensuite à travers une sombre machination, carrément accusé dans les colonnes de *L'Humanité* d'être un policier. Quant à Charles Tillon, ex-chef des FTP et ancien ministre responsable du bombardement de Sétif en 1946, il est le bouc-émissaire du reniement par le PCF de sa politique gouvernementale entre 1944 et 1947. Il est accusé, en plus de certaines "fautes politiques et fractionnelles graves", d'avoir détourné des fonds de la caisse du parti à la Libération. Cette élimination est menée parallèlement au procès de Prague contre les anciens dirigeants du PC tchèque Slansky et London qui devait se conclure par plusieurs nouvelles condamnations à mort.

L'alignement du PCF sur la politique du maître du Kremlin va jusqu'à singer au profit de son secrétaire général le culte de la personnalité consacré au "petit père des peuples". Thorez est ainsi un Staline au petit pied, sous l'impulsion des hommages serviles des intellectuels du parti comme cette "fresque lyrique" mise en musique par Jo-

seph Kosma et intitulée "Celui de France que nous aimons le plus". Deux mois après la célébration fastueuse des 70 ans de Staline, c'est Thorez qui bénéficie du même traitement à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Son litique totalement cloisonnée. Le secrétaire général, qui bénéficiait sous Staline de l'exclusivité des directives de Moscou, a les pleins pouvoirs de décision, aidé par une sorte de "secrétariat particulier" non officiel composé de quelques hommes initiés aux arcanes du pouvoir du Kremlin. Le véritable organe exécutif est le secrétariat, univers clos dont les discussions, en tant que seul lieu de discussion des orientations politiques, ne filtrent jamais à l'extérieur. Quant au bureau politique, issu de la sélection écrémée des cadres du parti, il n'est qu'une simple chambre d'enregistrement.

Comme en URSS, s'édifie également dans le parti stalinien français une série de privilèges réservés à la "nomenklatura", au sommet de cette bourgeoisie bureaucratique, depuis la luxueuse villa de Thorez sur la Côte d'Azur jusqu'aux "datchas" de vacances au bord de la mer Noire, réservées aux membres du bureau politique.

Le PCF : un parti stalinien pur et dur

A la mort de Staline en mars 1953, la lutte de cliques pour sa succession en URSS n'a pas d'influence immédiate sur la politique du PCF, si ce n'est que la mise en échec puis l'élimination dès mai 1953 de l'aile stalinienne la plus dure dirigée par le chef de la police politique Béria, le contraint à modérer ses dénonciations tous azimuts de "complots anti-soviétiques".

Cependant, la mort de Staline laisse la bourgeoisie bureaucratique russe face à une série de problèmes économiques majeurs qu'elle ne peut tenter de surmonter qu'en changeant résolument de cap. En URSS même, l'état de l'agriculture est catastrophique. L'expérience stalinienne de planification de la production des sovkhoses directement gérés par l'Etat est un fiasco alors que les moyens de production agricoles sont archaïques et le rendement quasi-nul. La disette menace des millions de paysans. De même, l'autre nécessité pour la bourgeoisie "soviétique" est de desser-

rer l'étau qui étouffe une production industrielle entièrement subordonnée au secteur des armements et à la défense nationale, alors même que les dépenses militaires représentent plus de 20% du budget de l'Etat. En outre, depuis l'instauration du COMECON en 1949, qui constitue un "échange privilégié" à sens unique à travers lequel l'URSS exerce un véritable brigandage impérialiste (5), cette économie de pillage révèle très vite ses limites, conduisant à l'asphyxie progressive de ses pays satellites. Ceci se révèle d'autant plus que le prolétariat de ces pays commence à relever la tête. Dès l'été 1953, le bloc russe est confronté à une première vague de révoltes ouvrières engendrée par le niveau d'exploitation et le contrôle répressif de l'appareil d'Etat appuyé par l'URSS. Début juin, les travailleurs tchécoslovaques remettent en question leur rétribution sous forme de salaire aux pièces. Une grève générale éclate 15 jours après à Berlin-Est et se propage rapidement dans tous les grands centres industriels de la Saxe, notamment à Chemnitz. Les chars russes stationnés en RDA y mettent fin brutalement et une terrible répression s'ensuit.

C'est dans de telles circonstances et pour ces raisons que le clan Khrouchtchev, principal représentant des fractions les plus "réformistes" au sein même du sérail stalinien (6) est poussé en avant. Cette volonté de "réforme" est l'expression des fractions les plus conscientes et les moins arriérées de la bourgeoisie russe qui, face au délabrement croissant de l'économie, comprennent la nécessité pour l'URSS de s'ouvrir

(SUITE PAGE 5)

(1) Sur l'origine et la fonction du Kominform institué en 1947 par Staline, se reporter à l'article paru dans RI n°280.

(2) Contrairement aux autres dirigeants fantoches directement installés par Staline à la tête des pays de l'Est à la faveur d'une occupation militaire par "l'armée rouge", avec l'aval des bourgeoisies occidentales lors des accords de Yalta (voir RI n°279), la clique militaire et ultra-nationaliste de Tito avait pu s'imposer directement à la tête de l'Etat yougoslave à travers la victoire des Alliés. Tito avait alors utilisé le thème de "l'unité yougoslave" pour asseoir son pouvoir sur un Etat meurtri et divisé par la lutte à mort que s'étaient livrés les "partisans" victorieux à dominante serbe et les fractions qui avaient été installés et soutenues par l'Allemagne nazie dans la seconde bouche-rie mondiale.

(3) Voir RI n°277.

(4) Dans RI n°277 qui évoquait déjà le passé de ce personnage, la mention de 1903 était une "coquille".

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploit-teurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.